

A cet égard, je n'irai pas jusqu'à m'opposer à tout changement à l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, mais je n'aime pas beaucoup entendre dire que, pour vaincre les partisans du «oui», nous devrions aller jusqu'à promettre un Canada qui ne serait qu'une vague alliance d'États à moitié souverains.

C'est, à mon avis, très alarmant. Si nous essayons de trouver une formule pour remédier aux mécontentements d'ordre linguistique ou social d'une région du pays ou aux inquiétudes d'une certaine région, en disant que tout le monde peut faire la même chose, que nous reste-t-il?

J'estime que les pouvoirs du gouvernement central ont beaucoup trop diminué; que les pouvoirs et le prestige des provinces ont beaucoup trop augmenté. On entend dire que les provinces veulent la haute-main sur ceci ou cela. Je désire que les problèmes sociaux soient réglés dans l'intérêt de tous les Canadiens, sur une base nationale. Je ne veux pas qu'une province riche instaure un bon programme d'assurance-maladie et qu'on ait à se demander ce qui arrivera aux malades des provinces pauvres. Le patriotisme doit-il reposer uniquement sur la pauvreté?

Telles sont les questions que nous devons nous poser. Personne ne donne aux déclarations qui se font au cours d'une campagne électorale l'attention qu'elles méritent, mais à mon avis, la chose la plus importante qu'ait dite l'ancien premier ministre M. Clark au cours de la campagne fédérale, c'est lorsqu'il a mentionné, dans le discours qu'il a tenu à Spruce Grove en Alberta, la nécessité d'examiner soigneusement ce qu'il y aurait lieu de faire au Canada dans le domaine des compétences en citant le rapport Rowell-Sirois pour donner une idée de l'ampleur, non pas de la solution, mais de l'ampleur du problème.

Ce qu'il y a de désolant, c'est que les provinces ont sans doute des pouvoirs constitutionnels égaux, mais une force économique extrêmement différente.

Notre Confédération, honorables sénateurs, est beaucoup de choses à la fois et chacun ici pourrait nous faire part de ce qu'elle représente pour lui. Mais une chose au moins est certaine, c'est qu'elle constitue le partage des avantages et des désavantages des régions sur le plan des ressources naturelles.

Il est une remarque du premier ministre qui m'a beaucoup plu quand je l'ai lue dans le *Globe and Mail*. Puisque nos règlements nous interdisent de faire allusion aux débats qui se déroulent dans l'autre Chambre...

Le sénateur Flynn: Non.

Le sénateur Macquarrie: Si, je le crains, sénateur Flynn. Je veux parler de ce mot qu'il a employé et qu'on n'entend plus guère de nos jours, le mot «patriotisme». Chacun de nous chérit sa province, sa ville d'origine, mais je crois que les Pères de la Confédération avaient raison lorsqu'ils ont conclu que la meilleure et à mon avis la seule raison de fonder un état fédéral résidait dans le fait que le tout est plus grand que ses parties et même plus grand que la somme de ses parties. Si nous ne croyons pas à cela au fond de nos cœurs et si nous ne l'exprimons pas dans nos institutions, notre pays, fort et libre, ne fera pas long feu et une association chaotique de provinces quasi indépendantes ne lui serait pas un successeur digne ni même respectable.

● (1530)

La situation est extrêmement délicate. Les habitants des neuf autres provinces sont très directement touchés par ce qui se passe au Québec à l'heure actuelle. Pourtant, malgré cela, ils ne peuvent et d'ailleurs ne doivent pas participer au débat.

L'autre jour, j'ai lu quelque part qu'un ministre albertain disait que les chefs politiques des neuf autres provinces font preuve d'une vigilance extrême de crainte de faire malgré eux le jeu de René Lévesque. A mon avis, un référendum national serait une chose horrible. Cela nous conduirait tout droit à un affrontement dont nous pourrions très bien nous passer.

Évidemment, nous finissons toujours par dire que les Québécois doivent prendre cette décision seuls. Mais il ne fait aucun doute que la plupart d'entre nous, ici, au Sénat, ou que la plupart des gens dans les neuf autres provinces—en un mot, au Canada—croyons que le Canada sans le Québec serait une version terne et affaiblie de la grande nation que nos ancêtres nous ont léguée. Ce serait le plus grand manque de foi envers eux et notre pays s'il fallait qu'en 1980, nous ne réussissions pas à sauver ce qu'ils ont réussi à créer dans l'adversité entre 1864 et 1867.

Je ne prétends pas être un grand Canadien, mais durant des années, j'ai représenté l'Île-du-Prince-Édouard, berceau de la Confédération et je ne veux pas voir les rêves de ces hommes s'évanouir ou s'estomper. Je ne veux pas non plus que mes enfants vivent à une époque où leurs concitoyens seront incapables de préserver ce que les générations précédentes avaient réussi à édifier.

Nous devons réaliser notre destinée et devenir un pays fort et unifié. Ne perdons pas courage. Je n'ai jamais craint honorables sénateurs, en faisant un discours de citer quelqu'un dont les paroles étaient empreintes de noblesse. John A. Macdonald était considéré comme un homme politique avisé et astucieux; mais il avait encore de plus grandes qualités et il les manifesta dans les quelques paroles qu'il prononça à la Chambre des communes, l'année précédant sa mort, de fait moins d'un an. Il avait déclaré:

Si je pouvais influencer les Canadiens, avoir une certaine autorité sur eux, je leur laisserais ce conseil en héritage: Quoi que vous fassiez, demeurez unis. Notre pays deviendra un des plus grands au monde si nous le préservons. Nous sombrerons dans la médiocrité et l'adversité, si nous acceptons qu'il soit morcelé. Dieu et la nature ont unifié les deux Canadas. Ne permettons pas à des factieux de les séparer.

L'honorable John J. Connolly: Honorables sénateurs, permettez-moi tout d'abord de féliciter, Son Honneur le Président, pour sa nomination à la présidence du Sénat.

Monsieur le Président, tous ceux qui sont ici et qui vous connaissent—et nous vous connaissons tous—sont bien au courant de votre brillante carrière comme ministre de la Couronne et avant cela, comme chef du mouvement syndical qui a joué un si grand rôle au Canada. Je pense aux efforts et aux sacrifices que vous avez faits pour promouvoir un idéal canadien vraiment noble, idéal auquel vous souhaitez associer les habitants de toutes les provinces et en particulier de votre cher Québec. Vous avez toujours voulu que les Québécois jouent pleinement leur rôle au sein de la Confédération. Nous